

Jean-Pierre Cabestan

# Jusqu'où ira la Chine dans son affirmation de puissance ?

La montée en puissance de la Chine suscite, à l'évidence, bien des interrogations. Tout d'abord, l'économie chinoise est-elle appelée à continuer de connaître une croissance, sinon à deux chiffres, du moins soutenue, c'est-à-dire à un taux annuel de 7 % à 8 % ? L'Armée populaire de libération (APL) va-t-elle poursuivre son entreprise de modernisation au même rythme que dans la décennie précédente – plus de 10 % de croissance du budget annuel de la défense ? Et, surtout, jusqu'où et par quels moyens ce pays entend-il affirmer sa puissance ? Les autorités chinoises sont-elles prêtes à aller jusqu'à l'affrontement armé avec leurs voisins, notamment le Japon, les Philippines ou le Vietnam, pour récupérer les îlots ou bans de sable qu'elle revendique en mer de Chine orientale ou méridionale, comme elles ont semblé l'esquisser en 2012-2013 ? Sont-elles véritablement prisonnières du nationalisme croissant de la société chinoise ou bien ne sont-elles pas tentées de l'instrumentaliser pour atteindre des objectifs diplomatico-straté-

giques précis ? Enfin, la nouvelle équipe au pouvoir dirigée depuis novembre 2012 par Xi Jinping n'aura-t-elle pas d'autres priorités, plus intérieures, alors que les inégalités et tensions sociales ne cessent de croître et que l'élite communiste est de plus en plus perçue comme par trop omnipotente, privilégiée et surtout corrompue ?

La volonté de puissance de la Chine est impressionnante, nourrie par le projet de prendre enfin sa revanche sur l'Occident « impérialiste », non seulement afin de restaurer le traditionnel magistère politique et culturel que l'Empire chinois exerçait sur le monde qu'il connaissait avant 1840 et le début des guerres de l'opium, mais aussi afin de supplanter les États-Unis. Dès à présent, son objectif est clairement de devenir la première puissance économique mondiale : dotée d'une population d'1,34 milliard d'habitants qui, en moyenne, se modernisent et s'enrichissent rapidement, elle est clairement capable, d'ici à 2030 et peut-être même 2020, de réaliser cette ambition.

---

Jean-Pierre Cabestan est professeur, directeur du département de science politique et d'études internationales de l'Université baptiste de Hong Kong et chercheur associé à Asia Centre (Paris). Il est notamment l'auteur de *La Politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance* (Presses de Sciences-Po, 2010).

---

Cependant, la Chine ne représentera alors « que » 20 % du PIB mondial (23 % en 2030 pour Maddison) – certes devant les États-Unis (15 %) – mais contre 30 % à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Et surtout, la Chine sera une société urbaine, vieillie et composée en majorité de classes moyennes plus exigeantes en termes d'accès à l'information (et à l'Internet), de bien-être social et de sécurité juridique. Bref, les contraintes internes ont de fortes chances d'être plus pesantes qu'elles ne le sont aujourd'hui et de freiner l'ascension de la Chine au rang de numéro un mondial, en particulier sur les plans diplomatique et militaire.

*Vers une consolidation  
du régime autoritaire ?*

Les principales incertitudes intérieures sont d'abord politiques puis économiques. Le Parti communiste chinois de Xi Jinping se voit au pouvoir pour mille ans et n'imagine pas une seconde une réforme politique qui déboucherait sur le multipartisme<sup>2</sup>. Non pas que les partisans de la démocratisation du régime n'existent pas : leur nombre est croissant mais le parti veille à ce qu'ils ne s'organisent pas en une force politique susceptible de mettre en danger son monopole sur la chose politique. Aucune élection, même locale, n'est laissée au hasard : le parti établit les listes de candidats aux assemblées populaires, ostracise les candidats indépendants et dirige l'ensemble des consultations ; dans la plupart des villages, il continue de faire de même ; et l'élection démocratique fin 2011 du village de Wukan, au Guangdong, une élection dont la presse internationale a beaucoup parlé, a montré combien cette consultation a fait figure d'exception<sup>3</sup>. En outre, si la répression des dissidents est devenue plus sélective, elle est aussi plus ciblée

et tout aussi efficace. Ainsi, en décembre 2008, Liu Xiaobo, le principal auteur de la charte 08, un appel prudent à la démocratisation du système qui rappelle la célèbre charte 77 de Vaclav Havel, a été rapidement arrêté et condamné un an plus tard à onze ans de prison. Loin de faciliter sa libération, le prix Nobel de la paix qui lui a été décerné en octobre 2010 a renforcé la vigilance des autorités et, accessoirement, envenimé pour plusieurs années les relations entre Pékin et Oslo, un signe manifeste de mesquinerie mais aussi de manque de confiance en eux des plus hauts responsables de la seconde puissance mondiale. L'incarcération de plusieurs activistes connus au cours de l'année 2013, dont Xu Zhiyong, le principal animateur de « Mouvement des nouveaux citoyens », condamné en janvier 2014 à quatre ans de prison, a confirmé l'orientation conservatrice, mais aussi la nervosité du nouveau pouvoir chinois.

Il est vrai que ce dernier n'est plus en mesure de contrôler complètement l'Internet et les moyens électroniques de communication qui sont autant de vecteurs d'idées critiques, voire subversives à son endroit<sup>4</sup>. L'affaire Bo Xilai au printemps 2012 l'a bien montré : même les cadres du PC se sont nourris des rumeurs qui circulaient sur la Toile, tant ils étaient désireux de connaître tous les détails du scandale qui a provoqué la chute du patron de la ville de Chongqing, une grande métropole de Chine centrale, alors que celui-ci, fils de Bo Yibo, l'un des grands

1. Angus Maddison, *Chinese Economic Performance in the Long Run, 960-2030 AD*, Paris, OECD Publishing, 2007.

2. Sur Xi Jinping, cf. notre article « Xi Jinping est-il le dirigeant réformiste dont la Chine a besoin ? », *Perspectives chinoises*, n° 2012/3, pp. 77-85.

3. Sur Wukan, cf. *China Analysis. Les nouvelles de Chine*, n° 36, novembre-décembre 2011, Asia Centre, Paris (consultable en ligne).

4. Séverine Arsène, *Internet et politique en Chine*, Karthala, 2011.

Jean-Pierre Cabestan  
Jusqu'ou ira la Chine ?

patriarches du régime, aujourd'hui décédé, faisait ouvertement « campagne » pour être élu au comité permanent du Bureau politique, le « saint des saints » du PC chinois. L'on a pu penser que les révélations que cette affaire initialement déclenchée par la fuite, en février 2012, de Wang Lijun, le bras droit de Bo, au consulat américain de Chengdu (Sichuan) ont favorisées – notamment l'assassinat par la femme de Bo d'un homme d'affaires britannique et l'accumulation par la famille Bo d'une énorme fortune estimée à 1,2 milliard de dollars – avaient provoqué une crise de légitimité du régime communiste. C'était sans doute exagéré. Certes, la corruption est aujourd'hui une gangrène dont l'éradication est devenue une priorité pour Xi Jinping. Mais ce combat ne va pas pour autant conduire le PC chinois à remettre en question les fondements de son organisation léniniste. Au contraire, même si Wang Qishan, le nouveau secrétaire de la Commission centrale de la discipline du parti, jouit d'une marge de manœuvre plus large pour agir, faute de séparation des pouvoirs, et d'un système de contrôles et d'équilibre (*checks and balance*), il restera incapable d'enquêter sur ses pairs de la direction suprême et ceux que ces derniers entendent protéger<sup>5</sup>.

Avant de quitter le pouvoir, l'ancienne équipe a rendu public en février 2013 un programme ambitieux et bienvenu de réduction des inégalités. Mais c'est moins la fracture sociale que le manque d'équité et de justice qui constitue la principale source de protestations<sup>6</sup>.

De fait, la gestion des conflits sociaux va probablement absorber dans une plus large mesure les autorités centrales et locales chinoises, mais ceux-ci ne sont pas assez importants, organisés, fédérateurs et surtout *politiques* pour fragiliser l'emprise du parti sur la société. En outre, le pouvoir s'adapte, mettant en place des méca-

nismes de conventions collectives qui, sous l'œil et le contrôle des syndicats officiels, permettent de juguler un nombre croissant de grèves ou de mouvement sociaux<sup>7</sup>. Et lors de son troisième plénum tenu en novembre 2013, le comité central du PC a clairement affiché une volonté de modernisation de la justice et d'autonomisation des tribunaux, autant de réformes destinées à favoriser une plus grande sécurité juridique et donc une meilleure gestion des multiples différends particuliers qui opposent la société au gouvernement. Il a, par exemple, démantelé les camps de rééducation par le travail (*laojiao*), ces centres de détention administrative gérés par la sécurité publique pour les remplacer par un programme correctionnel communautaire (*shequ qiaozheng*) qui s'apparente à notre contrôle judiciaire et nos travaux d'intérêt général. Enfin, on aurait tort d'exagérer l'influence des courants dissidents ou réformateurs au sein du corps social chinois : il reste un fort déficit de culture démocratique en République populaire et le pouvoir le sait, s'efforçant d'élever le plus grand nombre possible de Chinois au statut de consommateur pour mieux les empêcher de revendiquer celui de citoyen. En d'autres termes, dans un avenir prévisible, le PC a de fortes chances d'être en mesure de conserver le monopole du pouvoir politique tout en acceptant de négocier et de

5. Soupçonné d'avoir cherché en 2012 à protéger Bo Xilai et même d'avoir échafaudé un « coup d'État » avec ce dernier, Zhou Yongkang, l'ancien premier flic de Chine et numéro neuf du comité permanent du Bureau politique, fait l'objet d'une enquête interne pour corruption depuis septembre 2013. Mais la lenteur avec laquelle celle-ci avance et le secret qui l'entoure montrent combien cette mise en cause reste exceptionnelle et son issue dépend d'un accord politique au sein de la direction du PC.

6. Martin King Whyte, *Myth of Social Volcano : Perceptions of Inequality and Distributive Injustice in Contemporary China*, Redwood City (CA), Stanford University Press, 2010.

7. Emilie Frankel et Jean-Louis Rocca (éd.), *La Chine en mouvement*, PUF, 2013.

marchander pas à pas avec de plus larges segments de l'embryon de société civile qui est apparue en Chine (organisations non gouvernementales, représentants du personnel, plaignants, associations de propriétaires, etc.).

On peut aussi imaginer que des difficultés, voire une crise économiques viennent fragiliser les bases et donc la légitimité du parti communiste. L'augmentation des coûts de production, le vieillissement accéléré de la population, le surinvestissement des entreprises, la faiblesse globale de la consommation individuelle, l'endettement préoccupant des gouvernements locaux, le hiatus entre les besoins du marché du travail et les attentes d'une jeunesse mieux éduquée, plus souvent diplômée de l'université et donc de plus en plus frustrée, toutes ces évolutions fréquemment évoquées peuvent contribuer à essouffler la machine et le développement économiques du pays. Pour autant, les perspectives à moyen terme restent très positives et de nombreux facteurs sont de nature à aider l'économie chinoise à se hisser au même niveau que les pays développés et donc à rester compétitive : les progrès rapides de la recherche scientifique et en matière d'acquisition des technologies de pointe, la mondialisation des grands groupes publics ou privés, l'étroite relation faite de protection et de soutien qu'entretient le gouvernement avec ces groupes et enfin les énormes besoins en infrastructure engendrés par le processus actuel d'urbanisation à marche forcée, sans parler des effets de taille et d'économies d'échelle qui avantagent les grands pays et les vastes marchés intérieurs, sont autant d'atouts connus de la Chine<sup>8</sup>.

De plus, les ambitieuses réformes économiques approuvées par le troisième plénum de novembre 2013 sont de nature à accélérer la transition vers un autre modèle de croissance, moins tiré par les exportations que par la demande

intérieure, laissant une plus large place, « décisive », au marché et à l'entreprise privée et contenant plus efficacement les privilèges de fait des monopoles d'État et autres grands groupes publics.

Enfin, la rapide consolidation du pouvoir par Xi Jinping, au détriment notamment de son Premier ministre Li Keqiang, son contrôle direct de l'appareil de sécurité comme de la politique étrangère ou de l'APL témoignent de la volonté de la direction du PC de non seulement réussir cette transition mais de poursuivre l'ambitieux projet de développement autoritaire du pays.

Par conséquent, sauf catastrophe intérieure ou internationale, le régime actuel a de fortes chances de se maintenir au pouvoir et d'assurer la stabilité du pays, du moins dans les cinq à dix ans qui viennent. Après, nul ne peut prévoir l'avenir politique de la Chine.

#### *Implications internationales*

Quelles sont les implications de politique étrangère et de sécurité de cette probable évolution ?

La première est que Xi Jinping et le nouveau pouvoir vont d'abord concentrer leur attention sur les problèmes intérieurs et les attentes de la société chinoise.

La seconde est que, pour poursuivre son développement et sa modernisation économiques, la Chine a besoin du monde : des pays qui lui procurent matières premières ou, dans une plus large mesure qu'auparavant, produits agricoles, du fait de la diminution des terres arables en Chine et de la transformation du régime alimentaire des Chinois, aujourd'hui nettement plus

8. Sur cette relation, cf. l'ouvrage de Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Fayard, 2013.

Jean-Pierre Cabestan  
Jusqu'où ira la Chine ?

carné ; et des marchés où elle écoule encore une grande partie de sa production, même si les ratios balance des paiements/PIB tendent à diminuer (passant de 9,3 % en 2008 à 2,8 % en 2011). Elle a donc fondamentalement besoin à la fois de continuer son processus d'intégration à l'économie mondialisée et d'un environnement international et régional dans l'ensemble pacifique.

Mais ne partageant pas les mêmes valeurs politiques que les pays démocratiques et chaque jour plus puissante, la Chine est probablement moins disposée qu'il y a dix ans à faire des compromis ou ne serait-ce qu'à écouter les critiques qui peuvent lui être formulées ; elle est parallèlement plus encline à prendre des risques pour défendre ses intérêts, en particulier ce qu'elle appelle ses « intérêts fondamentaux » (Taïwan, Tibet, Xinjiang et tout îlot qu'elle juge faire partie de son territoire), et pousser son avantage. Les événements et les tensions survenus ces dernières années en mer de Chine méridionale et orientale l'attestent.

Ne l'oublions pas, l'objectif cardinal du PC chinois est la survie du régime. Par conséquent, il est illusoire d'attendre de la Chine qu'elle participe sans réserve au jeu multilatéral, y compris au sein du système des Nations unies que pourtant elle privilégie. En ce sens, la République populaire n'invente rien : elle adopte encore souvent, en matière de droits de l'homme ou de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, une attitude qui rappelle l'Union soviétique d'autrefois. Mais à la différence de cette dernière, devenue une puissante mercantile, la Chine a tout intérêt à participer à la mondialisation économique et donc à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : en réalité, elle a tiré parti à merveille des règles de cette organisation pour envahir les marchés extérieurs avec ses

produits tout en protégeant le sien, et notamment ses marchés publics, contre toute irruption trop marquée des grands acteurs extérieurs et transnationaux. Bref, la Chine est, contrairement à ce qu'elle prétend, en partie protectionniste. Ce comportement n'est pas sans rappeler celui du Japon dans les années 1970 et 1980. Cependant Pékin paraît mieux armé que Tokyo pour résister aux récriminations de Washington ou de Bruxelles. En effet, ces capitales sont devenues beaucoup plus dépendantes de la Chine qu'elles ne l'étaient, il y a vingt ou trente ans, du Japon, tant en termes commerciaux que financiers. En outre, allié des États-Unis, ce dernier pays se trouvait dans une position plus vulnérable à l'égard de son protecteur, contraint finalement de céder à bien de ses demandes, dont la réévaluation du yen (la fameuse *Endaka*), qui fut l'un des principaux facteurs de sa stagnation économique des années 1990 et 2000. La Chine le sait, qui résiste bec et ongles à toute mesure qui pourrait affaiblir la compétitivité de son appareil productif et de son système d'exportation et, partant, contribuer à la précipiter dans ce que l'on appelle le « piège des revenus intermédiaires » (*middle income trap*).

Dit autrement, le mélange d'interdépendance économique et de rivalité stratégique entre Pékin et Washington ainsi que le caractère autoritaire et opaque du système politique chinois avantage la première capitale dans les parties de bras de fer commerciaux qui l'opposent à ses grands partenaires. Plus généralement, ces dernières années ont confirmé combien l'intégration de la Chine au « concert des nations » était sélective et partielle, plus motivée par ses intérêts nationaux que par une empathie naturelle avec la communauté internationale ou un souci réel de s'en rapprocher. Au contraire, Pékin n'a de cesse de mettre en avant sa spécificité cultu-

relle – en réalité sa différence idéologique – afin de se protéger contre toute ingérence extérieure ou invasion des idées étrangères.

À coup sûr, elle n'y parvient pas complètement. Un seul exemple : la multiplication des églises ou activités religieuses plus ou moins souterraines financées par des organisations, en particulier protestantes, souvent basées aux États-Unis, montre combien la société chinoise mondialisée est poreuse aux influences idéologiques extérieures. C'est d'ailleurs une de ces églises qui a aidé en mai 2012 l'avocat aveugle et militant des droits de l'homme Chen Guangcheng à fuir la maison où il était retenu contre son gré au Shandong et à rejoindre l'ambassade américaine à Pékin. Pour ces raisons, justement, la Chine officielle reste le plus souvent sur la défensive, rétive à toute plus ample participation aux affaires mondiales.

C'est ici que nous touchons au principal paradoxe de l'ascension de la République populaire sur la scène mondiale. D'un côté, l'affirmation de puissance s'est poursuivie ; les propos rassurants qu'un Dai Bingguo, le principal conseiller de Hu Jintao pour la politique étrangère, a tenus en décembre 2010 – il a rappelé l'importance du concept de « développement pacifique » – à la fin d'une année riche en tensions avec les États-Unis et les voisins de la Chine, n'ont pas eu de suite<sup>9</sup> ; ou, plutôt, il faudra s'habituer à ces reculs tactiques qui n'entament en rien les ambitions du gouvernement chinois. D'un autre côté, la République populaire est restée très hésitante, pour ne pas dire hostile, à toute prise supplémentaire de responsabilité dans les affaires mondiales, et même à une participation plus active aux grandes négociations multilatérales.

Certes, en 2011, à la suite de l'éclatement des révolutions de jasmin, en Tunisie, en Égypte

puis en Libye, et afin de ne pas se mettre par trop en porte à faux avec la Ligue arabe, la Chine a voté la résolution de l'ONU (n° 1970) condamnant la répression engagée par le régime de Kadhafi et décidant d'en référer à la Cour internationale de justice. Puis elle n'a pas opposé son veto à la résolution (n° 1973) qui, en instaurant une zone de non-vol au-dessus de la Libye, a permis l'intervention militaire franco-britannique que l'on sait et a précipité la chute de ce dernier (comme l'Allemagne et la Russie, elle s'est abstenue). Mais l'année suivante, probablement surprise de la rapidité du changement de régime en Libye, Pékin préféra coller à la position de Moscou et apporter son soutien au gouvernement syrien de Bachar el-Assad lorsque celui-ci se trouva en prise à une opposition armée de plus en plus structurée et menaçante. Et ses offres de bons offices et de médiation n'eurent guère de portée. Depuis, la Chine a maintenu cette stratégie suiviste, trop contente de voir le mouvement rebelle se fissurer et Damas collaborer au démantèlement de ses armes chimiques.

En outre, sur l'ensemble des grands dossiers internationaux, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de la lutte contre la prolifération nucléaire et de l'irruption de nouvelles puissances nucléaires (Corée du Nord, Iran) ou même de la guerre du Mali ou de la crise centrafricaine, la Chine s'est montrée peu coopérative ou en retrait. Par exemple, tout en s'associant aux sanctions décidées par l'ONU contre Pyongyang après le nouvel essai nucléaire nord-coréen de février 2013, elle continue d'intensifier ses liens économiques avec le régime de Kim Jong-un. Et l'exécution en décembre 2013 de Jang Song-taek, l'oncle de Kim soupçonné d'avoir

9. Discours du 6 décembre 2010 (consultable en ligne).

Jean-Pierre Cabestan  
Jusqu'où ira la Chine ?

été trop accommodant à l'égard de Pékin, n'a aucunement remis en question cette priorité. De même, en janvier 2013, la Chine n'a contribué que de manière très symbolique (un million de dollars américains, en l'occurrence comme l'Inde) à l'effort financier demandé par l'Union africaine à la communauté internationale pour soutenir le déploiement d'un contingent africain de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) au nord du Mali, déploiement que pourtant elle soutient tout comme elle a soutenu l'intervention militaire française. En revanche, le Japon (120 millions), les États-Unis (96 millions) et l'Allemagne (20 millions) ont apporté une contribution qui représente près de la moitié de la somme réunie par l'UA (456 millions)<sup>10</sup>. Il est vrai qu'en juin, cherchant à corriger cette impression négative, Pékin décida de fournir quelque quatre cents casques bleus chinois, et pour la première fois issus de l'infanterie, à la MINUSMA, la force de stabilisation de l'ONU au Mali. Néanmoins, cette mesure s'inscrit dans une stratégie de participation active mais limitée aux opérations de maintien de la paix de l'ONU avant tout destinée, en Afrique comme ailleurs, à éviter de s'impliquer plus avant dans les dossiers de sécurité. Et en Centrafrique, les étroites relations entre la Chine et le régime de Bozizé, qui lui avait accordé d'importants droits d'exploration pétrolière, l'ont condamné à une discrétion durable. Ce déficit d'engagement tranche avec l'idée que l'on se fait parfois de l'activisme chinois en Afrique : de fait, celui-ci est principalement canalisé dans des projets de coopération bilatéraux qui profitent au moins autant à la Chine qu'à ses partenaires africains<sup>11</sup>. C'est d'ailleurs la perception qu'a voulu corriger Xi Jinping incluant plusieurs destinations africaines à son premier voyage officiel en tant que chef d'État en mars 2013.

De fait, depuis 2010, les autorités chinoises ont porté avant tout leur attention sur l'environnement régional de leur pays et, surtout, sur son domaine maritime. Cette priorité a été d'une certaine manière confirmée lors du XVIII<sup>e</sup> congrès au cours duquel Hu Jintao a ouvertement indiqué que la Chine entendait devenir une « grande puissance navale », estimant en bon élève du stratège américain Alfred Thayer Mahan<sup>12</sup>, que cet ambitieux objectif est le fondement ou la condition *sine qua non* de la construction de toute grande puissance globale. Or, la Chine est handicapée dans ce projet par une géographie qui ne lui est guère favorable. En effet, rappelons que les côtes chinoises et les mers adjacentes sont enfermées dans deux séries de chaînes d'îles – la première du Japon à Malacca en passant par Taïwan, la seconde de Guam à la Papouasie-Nouvelle-Guinée – qui contrarient tout accès aisé de sa marine aux hautes mers et à l'espace libre de l'océan Pacifique. En outre, ces chapelets d'îles sont jalonnés de dispositifs de sécurité principalement américains ou japonais. C'est une différence essentielle avec les puissances maritimes traditionnelles que sont ou furent les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon.

Ainsi, Pékin se trouve face à un dilemme : en affirmant sa puissance dans son pré carré maritime, et ceci au détriment de ses voisins japonais, philippin ou vietnamien, et en tentant de repousser la VII<sup>e</sup> flotte américaine plus loin de ses côtes, le gouvernement chinois a suscité la réaction que l'on sait de Washington : en novembre 2011, l'administration Obama annon-

10. *Africa Review*, 30 janvier 2013.

11. Cf. à ce sujet notre article « La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique », *Perspectives chinoises*, n° 2012/4, pp. 53-62.

12. *The Influence of Sea Power Upon History, 1660-1783*, Little, Brown, 1890.

çait que le « pivot » stratégique des États-Unis s'était déplacé vers l'Asie-Pacifique ; six mois plus tard, en juin 2012 au Dialogue Shangri-La de Singapour, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, déclarait que son pays avait décidé de « rééquilibrer » (*rebalancing*) son dispositif militaire en faveur de cette région et désormais d'y stationner 60 % de sa flotte.

Mais, inversement, une Chine qui aspire à un rôle de puissance mondiale peut-elle se satisfaire d'une présence militaire américaine aussi proche de ses côtes et de systèmes d'alliances dirigés par les États-Unis non plus contre l'Union soviétique mais principalement contre elle-même, et cela en dépit de la menace plus immédiate mais secondaire que constitue pour Washington comme Tokyo l'inconnue nord-coréenne.

Le pari des autorités de Pékin est probablement qu'à plus long terme, du fait de la rapide montée en puissance et modernisation de leur propre outil militaire, les Américains ne parviendront pas à « rééquilibrer » autant qu'ils l'espèrent aujourd'hui les capacités de défense, mais aussi d'attaque, chaque jour plus importantes et crédibles, de l'APL. Il est possible qu'ils aient en partie raison, même si les restrictions budgétaires imposées au Pentagone pourraient s'avérer passagères. Seul l'avenir nous le dira, qui dépend, on l'a vu, de nombreux facteurs, et notamment de l'évolution future du régime politique chinois.

Pour l'heure et dans les années qui viennent, la tentation chinoise de remettre en question ou de modifier le *statu quo* dans son pourtour maritime et de régler ses conflits territoriaux par le fait accompli – en particulier par la prise de contrôle par Pékin au printemps 2012, des Scarborough Shoals, les îles Huangyan en chinois, également revendiquées par Manille<sup>13</sup>, ses incursions répétées dans les eaux territoriales des

Senkaku/Diaoyu, administrées par Tokyo ou la création abrupte en novembre 2013 d'une zone de défense d'identification aérienne (ZDIA) qui recouvre en partie celles du Japon et de la Corée du Sud en mer de Chine orientale – a eu pour résultat une recrudescence de la solidarité stratégique non seulement entre les États-Unis et ses alliés dans la région élargie (Japon, Corée du Sud, Philippines, Thaïlande et Australie) mais aussi entre capitales asiatiques, notamment entre Tokyo, Hanoi, New Delhi et même Jakarta. Bref, la Chine est devenue trop puissante pour attirer de nouveaux alliés. Et son ascension suscite des inquiétudes qui sont loin d'être uniquement américaines. Ainsi, depuis 2010, l'évolution politique intérieure de la Birmanie et l'amorce de sa démocratisation ont indéniablement favorisé une progressive prise de distance de la République populaire dont ce pays se sentait trop dépendant et un rééquilibrage de ses relations extérieures en faveur des États-Unis, de l'Europe mais aussi de ses autres partenaires et voisins asiatiques (Japon, Thaïlande, Inde) et de l'ASEAN.

Il est probable que ces craintes soient plus alimentées par la stratégie offensive et brouillonne adoptée par la Chine plutôt que par ses revendications. En effet, les conflits territoriaux sont nombreux en Asie et Pékin le sait, qui est parvenu ces dernières années à achever le règlement de la quasi-totalité de ses différends frontaliers terrestres, sauf celui qui l'oppose à l'Inde. On ne peut donc exclure qu'à terme, si la sagesse prévaut sur les bouffées de chaleur nationalistes, Pékin, Tokyo et les capitales de l'ASEAN reprennent le chemin des négociations pacifiques, gèlent les disputes qu'ils ne peuvent

13. Bonnie Glaser, « Trouble in the South China Sea », *Foreign Policy*, 17 septembre 2012.



Jean-Pierre Cabestan  
Jusqu'où ira la Chine ?

résoudre et cherchent à nouveau à coopérer, y compris dans les mers qui sont contestées. Une mise en œuvre de l'accord sino-japonais de principe de 2008 sur l'exploitation commune de la zone de Shirakaba-Chunxiao en mer de Chine orientale serait le signal d'un véritable progrès. De même, un approfondissement de la déclaration de Phnom Penh de 2002 et la mise en place d'un véritable code de conduite contraignant en mer de Chine du Sud entre Pékin et l'ASEAN seraient de nature à calmer la situation. Mais, en 2012, le gouvernement chinois a préféré profiter de la présidence de l'ASEAN par le Cambodge pour peser sur ce dernier et empêcher la formation de tout consensus sud-est-asiatique et, potentiellement, de tout compromis Chine-ASEAN sur la question. Et depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la ligne dure dite d'« affirmation réactive » de puissance s'est largement consolidée, fermant la porte pour une durée indéterminée à tout compromis, et plus encore à tout règlement par une juridiction internationale, comme le demande par exemple Manille, des différends territoriaux existants.

#### *Corrections et adaptations*

Cela étant, l'on aurait tort de croire que la Chine est toujours psychorigide et ne sait pas corriger sa politique lorsque celle-ci suscite des réactions trop négatives qui finalement desservent ses intérêts. Par exemple, en Afrique, elle s'adapte et modifie sa stratégie en fonction des critiques et des évolutions politiques intérieures de ses partenaires ainsi que, et surtout, du rapport de force que ces derniers parviennent à établir. C'est aussi ce qu'a voulu montrer Xi Jinping au cours de sa visite en Tanzanie, en Afrique du Sud et au Congo-Brazzaville au printemps 2013. Il est vrai que les relations entre la

grande majorité des pays du continent noir et la Chine restent profondément asymétriques et donc favorable à cette dernière. Mais les plaintes formulées par de nombreux Africains au sujet de l'utilisation à grande échelle de la main-d'œuvre chinoise dans les projets d'infrastructure qu'elle réalise, ou à propos du déversement sur les marchés africains d'une pacotille bon marché et de mauvaise qualité, ou encore sur le manque d'investissements productifs, ont commencé à porter leurs fruits. Les efforts de formation des grands groupes chinois, comme Huawei, dans les télécommunications, deviennent plus visibles et les investissements chinois publics mais aussi privés augmentent, en particulier dans les parcs industriels créés par Pékin (cinq au total, notamment en Égypte, en Éthiopie et au Nigeria)<sup>14</sup>. Cependant sont apparus d'autres problèmes plus ardues à surmonter, comme la migration de deux à cinq millions de Chinois vers le continent africain, car les autorités chinoises n'ont que peu de prise sur ceux-ci, qui sont appelés à peser durablement sur l'image de la République populaire dans le continent noir<sup>15</sup>.

Cette nouvelle réalité illustre la plus grande complexité de l'action extérieure de la République populaire et les nouveaux défis de sécurité qu'elle doit affronter. En effet, les ressortissants chinois à l'étranger expriment un besoin de sécurité et des attentes d'assistance de la part de leur gouvernement qui vont croissants, obligeant ce dernier à non seulement améliorer sa protection

14. Cf. notre article « Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir », *Hérodote*, n° 150, 3<sup>e</sup> trimestre 2013, pp. 150-171.

15. Carine Pina-Guerassimoff, *La Chine et les nouvelles diasporas, la mobilité au service de la puissance étatique*, Ellipses, 2012 ; Juan Pablo Cardenal et Heriberto Araújo, *China's Silent Army : The Pioneers, Traders, Fixers and Workers Who Are Remaking the World in Beijing's Image*, New York, Crown, 2013.

consulaire mais à envisager des opérations d'évacuation de ses nationaux avec l'aide de son armée de l'air et de sa marine. Le rapatriement de plus de 35 000 Chinois travaillant en Libye en février-mars 2011 organisé par Pékin avec l'aide de la Grèce et de Malte a constitué un précédent instructif : d'une part, les autorités chinoises ignoraient qu'un aussi grand nombre de leurs ressortissants se trouvaient dans ce pays ; d'autre part, elles durent opérer dans l'urgence mais dans des circonstances relativement favorables car tant le régime de Kadhafi que les rebelles furent coopératifs. La véritable question pour l'avenir est de savoir quelles options la Chine envisagera si l'évacuation de ses nationaux doit s'effectuer dans un environnement hostile.

Cette dernière question soulève d'autres interrogations qui ne sont pas nouvelles mais qui ont pris depuis 2010 une plus nette acuité, dont le bien-fondé pour Pékin d'établir des bases militaires à l'étranger. Pour l'heure, le gouvernement chinois y reste officiellement opposé. Des bases d'appui logistiques et civiles restent privilégiées. En 2011, on a évoqué les Seychelles ; plus récemment, passé en janvier 2013 sous la gestion d'une entreprise chinoise, le port pakistanais de Gwadar a fait de nouveau parler de lui. Mais tout affichage militaire de ces dispositifs et *a fortiori* tout stationnement permanent d'effectifs de l'APL à l'étranger paraissent exclus dans un avenir prévisible même si la voix des partisans d'une évolution de cette politique se fait plus souvent entendre dans les *think tanks* chinois. La marine de l'APL a beaucoup appris à travers sa participation à la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden en termes de communication, sinon de coopération (l'APL opère de manière séparée dans une zone distincte) avec les autres marines, d'escales techniques ou récréatives et de rotations des équipages. Toute-

fois, à l'évidence, elle a encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir prétendre se mesurer à la marine américaine, et cela en dépit de l'entrée en service très symbolique de son premier porte-avions, le Liaoning, en 2011-2012.

Ce constat vaut aussi pour l'armée de l'air, en dépit de l'expérimentation de nouveaux avions de guerre, comme le J-20 en 2011. En effet, la Chine reste incapable de mettre au point un moteur d'avion de chasse de la quatrième ou de la cinquième génération ; elle doit continuer de les importer de Russie. D'ailleurs, cette dernière a finalement accepté en novembre 2012 de lui fournir des Su-35, avions longtemps réservés à ses partenaires les plus proches, comme l'Inde (24 unités pour un prix total de 1,5 milliard de dollars). Il en est de même des sous-marins dont les modèles les plus sophistiqués continuent d'être importés à Moscou, comme le Lada, une version plus moderne et silencieuse du Kilo, dont quatre exemplaires ont également été achetés en 2012 (2 milliards de dollars). Sous cet angle, l'on comprend pourquoi Xi Jinping, à peine devenu Président, a voulu se rendre d'abord en Russie.

Enfin, rappelons qu'en dépit d'un budget de la défense croissant et impressionnant – officiellement de 114 milliards de dollars mais en réalité de 160-200 milliards en 2013, l'APL doit assurer un nombre croissant de missions de sécurité extérieures et intérieures : frontières terrestres et maritimes longues et encore en partie contestées, opérations de sauvetage en cas de catastrophes naturelles et rétablissement de l'ordre en cas de troubles intérieurs, les effectifs, pourtant en hausse (800 000 à 1,2 million en 2013), de la police armée, n'étant pas toujours suffisants<sup>16</sup>.

Pour toutes ces raisons, la Chine ne peut pas

16. *South China Morning Post*, 8 février 2013.

Jean-Pierre Cabestan  
Jusqu'où ira la Chine ?

pousser trop loin son avantage et cueillir les bénéfices de sa puissance avant d'avoir consolidé cette dernière. Certains en France et ailleurs parient sur le caractère inéluctable d'un conflit armé entre Pékin et Washington<sup>17</sup>. Rivalité, il y a, c'est certain, mais coopération et interdépendance, il y a plus encore. En outre, trop d'analystes sont tentés de comparer les tensions qui opposent la Chine et les États-Unis ou le Japon à la situation internationale qui prévalait avant 1914. Deux différences majeures, de nature à augmenter le coût de tout conflit armé et de calmer les ardeurs guerrières des uns et des autres, doivent être rappelées : 1) le niveau d'interdépendance entre les économies mais surtout les sociétés est autrement plus élevé qu'à l'époque où Lénine écrivait *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ; 2) nous sommes entrés depuis 1945 dans l'ère de la guerre nucléaire : les capacités d'attaque et de neutralisation de Washington mais aussi de frappe en second de Pékin sont telles qu'elles contraignent ces deux capitales, ainsi que les alliés de la première qui sont protégés par son bouclier nucléaire, à réfléchir à deux fois avant de franchir le seuil des hostilités militaires.

La Chine l'a d'ailleurs bien compris avec le Japon au cours de l'hiver 2012-2013, n'envoyant dans l'espace maritime et aérien contesté mais contrôlé par ce dernier des Senkaku que des garde-côtes ou des avions civils. Si l'établissement par Pékin fin 2013 de sa propre ZDIA peut contribuer à militariser le conflit, la Chine doit se montrer prudente. En effet, cette nouvelle zone d'identification aérienne n'est pas reconnue par le Japon ou les États-Unis : là où elle superpose celle, plus ancienne, délimitée par Tokyo (avec l'appui de Washington), l'APL n'a eu dans la réalité d'autre choix que de silencieusement accepter l'intrusion régulière des

avions américains et japonais et d'éviter d'envoyer les siens.

Le degré d'interdépendance et de mondialisation atteint aujourd'hui oblige en outre la Chine à réviser son attachement traditionnel au principe de non-ingérence, acceptant désormais plus souvent et sous certaines conditions (le soutien de l'ONU ou d'une organisation multilatérale régionale), l'exercice de la « responsabilité de protéger », un devoir qui, par définition, ne peut être bridé par les frontières internationales héritées du système westphalien.

De même, la rivalité durable avec les États-Unis a conduit certains stratèges chinois, dont l'universitaire Wang Jisi, à proposer une alternative à la stratégie chinoise actuelle de « contre-rééquilibrage » : une politique d'« avance à l'ouest » (*xijin*), destinée à contourner la puissance américaine en tirant partie de sa plus faible présence (Asie centrale, Asie du Sud, Iran) ou de son désengagement relatif (Afghanistan, Moyen-Orient) ailleurs<sup>18</sup>. C'est une autre manière de favoriser continuité et stabilité dans les relations entre la Chine et ses principaux partenaires.

#### *Politique internationale et avenir du régime chinois*

Néanmoins, on l'a déjà dit, le gouvernement chinois, et tout particulièrement Xi Jinping qui est réputé personnellement piloter depuis au moins la mi-2012 le nouveau groupe dirigeant du PC chargé de la sécurité maritime et, par conséquent, les opérations d'intimidation en

17. Alain Frachon et Daniel Vernet, *La Chine contre l'Amérique : le duel du siècle*, Grasset, 2012 ; Aaron Friedberg, *A Contest for Supremacy : China, America, and the Struggle for Mastery in Asia*, New York et Londres, W. W. Norton, 2011.

18. Yun Sun, « March West : China's Response to the US Rebalancing », 31 janvier 2013 (consultable en ligne).

mer de Chine orientale et méridionale, sont aujourd'hui disposés à une plus grande prise de risque<sup>19</sup>. Tout se passe comme si Pékin entendait tester la solidité des accords de sécurité qui lient les Américains et leurs alliés et partenaires dans la zone. Tout se passe comme si, aussi, les autorités chinoises avaient besoin d'un accroissement de la tension extérieure et de la ferveur nationaliste à l'intérieur pour faciliter non seulement la délicate transition politique qui s'est achevée avec le XVIII<sup>e</sup> congrès mais aussi les difficiles réformes économiques approuvées en novembre 2013. Par exemple, les manifestations antijaponaises parfois racistes et mêmes violentes de l'automne 2012 ont contribué à détourner l'attention de nombreux Chinois de l'affaire Bo Xilai et des autres scandales de corruptions qui touchaient l'élite du parti, notamment l'inouï enrichissement de la famille du Premier ministre de l'époque Wen Jiabao (2,7 milliards de dollars). Car la « nationalisation » par le gouvernement japonais de trois des cinq îles Senkaku est apparue à bien des égards comme un prétexte : Pékin a été informé en temps réel de la transaction et de la raison qui la motivait, à savoir empêcher le très nationaliste gouverneur de Tokyo Ishihara Shintaro de les acheter à leur propriétaire privé et de les transformer en base de propagande antichinoise. La réaction de Pékin a été volontairement exagérée dans le but d'atteindre ces deux objectifs. L'arrivée au pouvoir en décembre 2012 du très conservateur Abe Shinzo continue de servir cette stratégie, sa visite au sanctuaire de Yasukuni un an plus tard permettant à la Chine d'aisément justifier sa posture de confrontation agressive à l'égard du principal allié américain en Asie-Pacifique.

En d'autres termes, le régime actuel restera à l'avenir tenté d'instrumentaliser à l'intérieur comme à l'extérieur le nationalisme sourcilieux

et revanchard qu'il a cultivé depuis son arrivée au pouvoir en 1949 et surtout depuis la répression de Tian'anmen en 1989. Faute d'idéologie communiste crédible, le nationalisme reste le principal pilier légitimant du PC chinois.

Ainsi, on en revient à notre point de départ : la politique étrangère et de sécurité de la République populaire ne sert-elle pas avant tout la survie du système de parti unique dont l'élite au pouvoir ne veut pas se départir ?

Et l'Europe dans tout ça ? Depuis 2010, les relations ont continué à la fois de se développer et de se compliquer. Par exemple, la Chine a continué d'exprimer sa frustration à l'Union européenne n'ayant ni réussi à lever l'embargo sur les ventes d'armes qui lui fut imposé après Tian'anmen ni à convaincre Bruxelles de lui accorder le statut d'économie de marché, un statut qu'elle acquerra de toute façon automatiquement en 2016.

Mais la Chine a énormément profité de l'UE, de ses investissements, de sa technologie, de son marché et, désormais aussi, de ses faiblesses. Favorable à l'euro, Pékin n'a finalement pas, en dépit de ses déclarations, aidé la zone euro à sortir de la crise financière dans laquelle la Grèce et les autres économies malades du sud de l'Europe l'avaient plongée. Au contraire, le gouvernement chinois a cherché à tirer parti de ces vulnérabilités pour pousser son avantage dans les États membres les plus démunis et désireux d'accueillir les investissements chinois. Il a aussi continué de jouer les États membres qui convoitent le plus son marché, mobilisant notamment en 2013 l'Allemagne contre les taxes que Bruxelles a tenté d'imposer aux panneaux solaires chinois qui inondent l'UE et tuent

19. Linda Jacobson, *China's Foreign Policy Dilemma*, Lowy Institute, 5 février 2013.

Jean-Pierre Cabestan  
Jusqu'où ira la Chine ?

nos propres industries. Que l'on ne s'y trompe pas : la stratégie chinoise n'est pas seulement économique et commerciale ; elle est aussi diplomatique. En accroissant son influence dans ces pays, la Chine cherche *in fine* à assouplir la fermeté européenne sur un certain nombre de dossiers (accès aux marchés publics chinois, mesures anti-*dumping*, droits de l'homme, réchauffement climatique). Certes, comme disait jadis Raymond Aron, « la guerre économique n'est pas la guerre », mais l'UE et la Chine sont à la fois partenaires et concurrents dans de nombreux secteurs. Et surtout, exerçant un contrôle bien plus étroit sur son appareil productif et ses grands acteurs économiques, le gouvernement, ou plutôt le capitalisme d'État chinois, n'opère pas selon les mêmes règles du jeu international que l'UE ou la plupart de ses partenaires. En conséquence, contrairement à ce que trop d'eurocrates espèrent, le partenariat stratégique entre la Chine et l'Europe – et cela que ce soit avec l'UE ou ses États membres qui ont une politique asiatique – continuera d'être entaché de nombreuses ambiguïtés et limites tant que le régime politique en place à Pékin restera autoritaire et opposé à toute démocratisation<sup>20</sup>.

Le lecteur aura compris qu'en cette année 2014 qui marque le cinquantième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine, il n'y a pas grand-chose à célébrer.

*Défi pour la Chine,  
défi pour le monde*

Le véritable défi pour la Chine est qu'elle est devenue puissante avant de devenir démocratique. Or, afin de maintenir et de consolider le

statut de grande puissance de leur pays, les élites communistes chinoises voient tout processus de démocratisation comme non seulement déstabilisateur mais de nature à affaiblir la « puissance globale » de leur pays. D'où les conseils donnés par le vice-Premier ministre Wang Qishan en 2012 puis la nouvelle direction du parti de relire *L'Ancien Régime et la Révolution* de Tocqueville. Le but poursuivi n'est pas de démocratiser la Chine mais, au contraire, d'éviter toute réforme qui pourrait conduire à une révolution. D'où aussi le discours paranoïaque que diffuse Pékin, selon lequel les États-Unis et l'Occident en général cherchent non seulement à endiguer la Chine mais à empêcher sa montée en puissance et la réussite de son développement économique. Il y a un élément de vérité dans cette propagande : l'accession au rang de numéro un mondial d'une Chine autoritaire et impériale n'est pas ce que souhaitent les pays démocratiques d'Occident ou d'ailleurs. Comme nous, la Chine le sait : ne nous voilons pas la face, il y a entre elle et nous un conflit idéologique qui ne se terminera que par la victoire de la démocratie sur la dictature. Parions simplement que le gouvernement de Pékin sera tellement absorbé par ses défis internes qu'il évitera toute aventure déstabilisante à l'extérieur et que tôt ou tard il envisagera une démocratisation qui seule pourra donner à la Chine non seulement le *soft power*, la puissance douce, mais aussi la puissance globale et véritable à laquelle elle aspire.

*Jean-Pierre Cabestan.*

20. François Godement, *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*, Odile Jacob, 2012.